

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1732. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(Yonne)**

**(11 mars 1993)**

(Etendue par arrêté du 3 mars 1994,  
*Journal officiel* du 12 mars 1994)

---

**ACCORD DU 17 JANVIER 2014**

**RELATIF AUX SALAIRES, AUX PRIMES**

**ET AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1450351M

IDCC : 1732

Entre :

L'UIMM de l'Yonne,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques et valeur du point*

La valeur du point servant à déterminer les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques prévus à l'article 48 de la convention collective, et servant de base de calcul à la prime d'ancienneté, est fixée à 4,41 € (base 151,67 heures).

**Article 2**

*Prime de Panier*

La valeur de l'indemnité du panier de nuit prévue par l'article 55 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne est fixée à 6,20 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 (en conséquence, les primes de panier afférentes au salaire du mois de janvier 2014 seront calculées sur cette nouvelle base).

**Article 3**

*Taux effectifs garantis (TEG) annuels*

Les taux effectifs garantis annuels tels qu'ils sont définis ci-dessous sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les valeurs sont fixées dans le tableau figurant ci-après.

### Définition des taux effectifs garantis (TEG) annuels

Les taux effectifs garantis annuels constituent la rémunération annuelle brute minimale au-dessous de laquelle le salarié ne peut pas être payé.

Les TEG base 151,67 heures sont établis pour la durée annuelle correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ils sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Les valeurs des TEG annuels seront calculées au prorata du temps de présence effective du salarié en cas de survenance au cours de l'année considérée :

- d'un changement de classement (coefficient et/ou catégorie professionnelle) ;
- d'une suspension du contrat de travail ;
- d'une entrée ou d'un départ du salarié en cours d'année.

En aucun cas, ces TEG annuels ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les mensuels de moins de 18 ans bénéficieront de la garantie des TEG sous déduction des abattements de salaire prévus, en ce qui les concerne, par les dispositions de la convention collective ou, à défaut, par les dispositions légales.

Les TEG ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile.

### Assiette de comparaison

Pour l'application des taux effectifs garantis annuels, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire perçus pendant l'année considérée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie de l'année considérée et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté conventionnelle (art. 51 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne) ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale ;
- des sommes découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 54 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- des sommes versées à titre de régularisation sur les TEG pour l'année précédente en application de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- de l'indemnité de panier prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Yonne.

### Vérification

La vérification des rémunérations globales perçues par le salarié sera effectuée au plus tard à la fin de l'année 2014.

Au cas où l'entreprise serait dans l'obligation de verser un complément, celui-ci sera effectué au plus tard sur le bulletin de paie de décembre 2014.

### Article 4

#### *Dépôt*

Le présent avenant et son annexe, le barème des TEG, seront déposés dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Ils feront l'objet d'une demande d'extension faite dans les meilleurs délais par l'UIMM de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 17 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des TEG annuels applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	CAS GÉNÉRAL	OUVRIER	AGENT DE MAÎTRISE	
I	140	17 376	O1 17 376		
	145	17 442	O2 17 442		
	155	17 540	O3 17 540		
II	170	17 651	P1 17 651		
	180	17 704			
	190	17 902	P2 17 974		
III	215	18 227	P3 18 338	AM1	18 809
	225	18 564			
	240	18 898	TA1 19 910	AM2	19 910
IV	255	19 703	TA2 20 757	AM3	20 757
	270	20 709	TA3 21 231		
	285	21 654	TA4 22 859	AM4	22 879
V	305	23 929		AM5	24 390
	335	26 270		AM6	26 641
	365	27 868		AM7	28 705
	395	29 524		AM8	29 899